

contre en 1975, le déficit a été de 3.805 milliards. Faites une moyenne pour ces quatre années . . .

**M. Siddon:** Considérez la dernière.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je vais m'expliquer à ce sujet dans un instant. Pendant la durée de mon mandat de ministre des Finances, le déficit moyen a été de 725 millions. Je parie que ces chiffres font l'envie du ministre des Finances.

**Mlle Carney:** Honteux! Et les autres ministres libéraux?

**M. Turner (Vancouver Quadra):** J'entends le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon), du moins je le pense. C'est une sorte de ministère de rotation et il est difficile de se tenir au courant.

**M. Penner:** Pas grand-chose de neuf dans les pêches de toute façon.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** La crise du pétrole nous a frappés en 1974 et 1975. A ce moment-là, j'étais ministre des Finances du gouvernement Trudeau. Le soir du budget, j'ai dit que nous allions tenter de préserver les emplois et la croissance et qu'il fallait combattre l'inflation engendrée par la crise. Voilà pourquoi nous avons accru le déficit. Nous avons été le seul pays au monde à stabiliser l'emploi au beau milieu de la crise.

**M. Siddon:** Et depuis, le déficit s'est toujours creusé.

● (1610)

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je tiens à soumettre d'autres chiffres à la Chambre. Lorsque j'étais ministre des Finances, la dette publique du Canada était en tout à la fin de 25 milliards de dollars. Le pourcentage de cette dette par rapport au produit national brut est passé de 21.6 à 17.5 p. 100 au cours de cette période. Or, le ratio de la dette publique par rapport au PNB est maintenant de 47.3 p. 100 et le ministre des Finances prédit qu'il atteindra 56 p. 100 d'ici 1990-1991. Quand j'ai quitté le portefeuille des Finances, il n'était que de 17.5 p. 100.

On peut bien sûr se livrer à toutes sortes de petits jeux. Ce n'est pas moi qui empêcherai le premier ministre de se payer un tel luxe à Kitchener, mais je voudrais bien qu'il s'essaie ici, à la Chambre des communes. Il a déclaré à Halifax qu'il allait tenter contre moi une action pour reconnaissance de paternité parce que je serais le père du déficit, selon lui. Je tiens à lui dire que son procès, il peut en faire des confettis parce que les faits sont là, et qu'il n'étaient pas sa thèse. Le premier ministre est guidé par ses nouveaux conseillers en communications et ses conseillers électoraux, parce que c'est un gouvernement de Fox et un gouvernement de Gregg. Fox et Gregg devraient être ici, parce que ce sont eux qui tirent les ficelles. Ils ont dit au premier ministre que s'il répétait quelque chose assez longtemps et assez souvent, il pourrait convaincre certaines personnes.

**Une voix:** Le gros mensonge.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, bien qu'il me soit assez désagréable de chanter en quelque sorte mes propres louanges par rapport à ce ministre, je suis obligé d'intervenir devant ce forum de notre nation. Je suis obligé de le faire pour ramener le premier ministre à un semblant de vérité.

**Des voix:** Bravo!

#### *Le budget—Le très hon. J. N. Turner*

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Le ministre dit qu'il faut que cela cesse. Eh bien, il n'avait jamais entendu parler de Darth Vader. Le premier ministre s'est penché vers le vice-premier ministre (M. Nielsen) et lui a dit: «Qui est-ce, Darth?».

Le premier ministre ne connaît pas l'auteur de la célèbre formule «The buck stops here». C'est Harry Truman. Harry Truman avait sur son bureau un panonceau disant: «The buck stops here». Président des États-Unis, il disait: «J'assume la responsabilité de ce que je fais». Il ne parcourait pas son pays en mettant tous les problèmes du monde sur le dos de Herbert Hoover ou de Franklin D. Roosevelt. Il assumait la responsabilité de ce qu'il faisait. Notre ministre des Finances et notre premier ministre sont là à geindre et à se traîner lamentablement à travers tout le pays en accusant les précédentes administrations de la façon dont ils gèrent aujourd'hui les affaires de notre pays. Ils essayent de faire porter le chapeau à quelqu'un d'autre; il faut que cela cesse. En fait, à propos du dollar, nous ne savons pas dans quel sens il va fluctuer d'un jour à l'autre. Il oscille autour de 70 cents. On n'arrive pas à le stabiliser.

Mon collègue de Gander-Twillingate (M. Baker) nous a présenté une analyse très intéressante à partir des propres chiffres du ministre des Finances (M. Wilson). Il nous a démontré à l'aide de ces chiffres que la dette publique nette s'élèvera à 262.8 milliards de dollars en 1986-1987, soit une hausse de 63.7 milliards par rapport à 1984-1985. D'après mon honorable collègue, cela veut dire que 24 p. 100 de la dette publique totale du pays a été accumulée par le gouvernement actuel durant les 16 ou 17 mois où il a dirigé le pays. Il nous a déjà attribué 25 p. 100 de la dette publique totale.

**M. Penner:** Comment expliquez-vous ça, Tom? Mon Dieu, j'aurais honte.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Le lendemain de la présentation du budget, le dollar s'est mis à baisser un peu. Nous n'avons pas vu les chiffres car, heureusement pour le ministre, le mois de février finissait et nous ne disposons que des chiffres de février sur l'intervention de la Banque du Canada. nous pouvons cependant nous imaginer ce que le gouverneur a dû dire: «Quelqu'un a-t-il un dollar? Pouvons-nous emprunter un peu plus pour augmenter nos réserves? Pouvons-nous intervenir un peu plus?». Le ministre a été tellement troublé par les premières réactions à son budget qu'il a dû appeler ses amis du Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national et leur dire: «Pouvez-vous m'écrire une lettre? Il me faut quelqu'un qui soit d'accord avec mon budget car j'ai passé une bien mauvaise nuit». Interviewé à la télévision le soir du budget, il a confié aux familles canadiennes moyennes qu'il avait bien besoin d'amis. Le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national est formé des présidents et des directeurs généraux des plus grandes sociétés du pays. Je ne sais pas comment cela a dû se passer, mais Tom D'Aquino lui a peut-être dit: «Mike, pourquoi n'écrivez-vous pas la lettre pour que je la signe?». Le ministre a donc eu sa lettre. Il adore lire les lettres d'appui que lui adressent les grosses légumes; mais les gens d'affaires influents commençaient à s'inquiéter de ce que le dollar se dévaluait et de ce que le budget n'avait pas été reçu favorablement, et il leur fallait bien appuyer le ministre des Finances.